



# INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 25/03/2025  
Reçu en préfecture le 25/03/2025  
Publié le  
ID : 040-254002264-20250325-D11\_2025-AI



## DÉCISION n° 11/2025

### Convention de stage relatif à la réalisation de l'état des lieux et l'animation territoriale à l'échelle du sous-bassin versant des Luys

Le bassin versant des Luys fait l'objet de la mise en œuvre d'un plan de gestion des étiages (PGE) pour assurer chaque année la gestion de la ressource en eau et sa disponibilité pour les usages et les milieux naturels en période d'étiage. Le PGE actuel doit être révisé.

La disposition A1 du SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 prévoit la mise en place de SAGE sur l'ensemble du territoire Adour-Garonne d'ici 2027.

Dans ce contexte, en accord avec l'agence de l'eau Adour-Garonne, l'Institution Adour engage une démarche d'animation locale et d'état des lieux de la ressource en eau et des milieux aquatiques du bassin versant des Luys. Pour débiter ce travail, l'Institution Adour recrute une étudiante en stage pour la période du 7 avril au 30 septembre 2025.

\*\*\*

Vu la délibération n° 64/2021 du comité syndical en date du 22 septembre 2021 concernant l'élection de Monsieur Paul Carrère en tant que Président de l'Institution Adour,

Vu la délibération n° 123/2021 du comité syndical en date du 29 septembre 2021 concernant les délégations au Président et notamment concernant la conclusion des conventions de stage pour accueillir des personnes en cursus de formation y compris les stages dont la durée implique le versement d'une indemnité, dans la limite du plancher prévu,

Monsieur Paul Carrère, Président de l'Institution Adour,

## DÉCIDE

- de recruter Sophie Gense de Beaufort en stage au sein de l'Institution Adour pour la période du 7 avril au 30 septembre 2025 conformément aux termes et conditions de la convention annexée à la présente décision,
- de signer tout document relatif à l'exécution de la présente décision, les crédits nécessaires étant inscrits au budget.

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Mont-de-Marsan, le 25 mars 2025.

Paul Carrère  
Signé par : PAUL CARRÈRE  
Date : 25/03/2025  
Qualité : Président Institution Adour

## CONVENTION DE STAGE

### ARTICLE 1 : Objectif de la convention

La présente convention de stage règle les rapports entre l'organisme d'accueil, l'établissement d'enseignement et l'étudiant stagiaire.

### ARTICLE 2 : Objectif du stage

Stages inscrits dans un cursus d'enseignement : Le stage correspond à une période temporaire de mise en situation en milieu professionnel au cours de laquelle le stagiaire acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil.

Le programme est établi par l'établissement d'enseignement et l'organisme d'accueil en fonction du programme général de la formation dispensée.

Les activités confiées au stagiaire sont mentionnées en dernière page de la convention.

Les compétences visées par chaque type de stage sont indiquées dans le tableau de référence des stages de l'établissement d'enseignement, en annexe de la présente convention.

Cas des stages de césure : Le stage réalisé dans le cadre d'une césure correspond à une période temporaire de mise en situation en milieu professionnel au cours de laquelle l'étudiant acquiert ou développe des compétences professionnelles indépendamment de son cursus de formation d'origine. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet de césure qu'il a au préalable soumis et validé auprès de son établissement d'enseignement et qui ont été approuvées par l'organisme d'accueil.

### ARTICLE 3 : Modalités du stage

Les dates et la durée du stage, ainsi que les horaires particuliers de présence sont indiqués en dernière page de la convention de stage.

Chaque période au moins égale à 22 jours de présence (consécutifs ou non) est considérée comme équivalente à un mois de stage et chaque période au moins égale à 7 heures de présence consécutives ou non est considérée comme équivalente à un jour de stage.

La durée d'un stage dans un même organisme d'accueil ne peut excéder 6 mois par année d'enseignement, soit 924 heures au maximum par année universitaire. Cette durée est calculée en fonction du temps de présence effective du stagiaire dans l'organisme d'accueil.

En cas de déplacement, il appartient à l'organisme d'accueil d'établir, dans tous les cas, un descriptif nominatif de la nature du déplacement et d'en informer l'établissement.

Par ailleurs, en cas de déplacement à l'étranger, ceux-ci doivent impérativement être signalés par écrit à l'établissement au moins quinze jours avant la date prévue de départ.

Les projets de déplacement à l'étranger pourront, selon les zones géographiques, être soumis à la procédure d'instruction des conditions de sécurité, en vigueur dans l'établissement. A l'issue de cette procédure, et selon la zone géographique, l'établissement pourra refuser ce déplacement.

Pour ce déplacement à l'étranger le stagiaire s'engage à souscrire à un contrat d'assurance (rapatriement sanitaire, assistance juridique...) et un contrat d'assurance individuel accident.

### ARTICLE 4 : Accueil et encadrement du stagiaire

Le stagiaire est suivi par l'enseignant référent désigné dans la présente convention ainsi que par le service de l'établissement en charge des stages.

Le tuteur de stage désigné par l'organisme d'accueil dans la présente convention est chargé d'assurer le suivi du stagiaire et d'optimiser les conditions de réalisation du stage conformément aux stipulations pédagogiques définies (stages inscrits dans un cursus d'enseignement) ou aux missions et objectifs définis (stages de césure).

L'étudiant dont le stage est inscrit dans un cursus d'enseignement est autorisé à revenir dans son établissement d'enseignement pendant la durée du stage pour y suivre des cours demandés explicitement par le programme, ou pour participer à des réunions ; les dates sont portées à la connaissance de l'organisme d'accueil par l'établissement.

L'organisme d'accueil peut autoriser le stagiaire à se déplacer, dans les limites définies à l'article 3.

Toute difficulté survenue dans la réalisation et le déroulement du stage, qu'elle soit constatée par le stagiaire ou par le tuteur de stage, doit être portée à la connaissance de l'enseignant-référent et de l'établissement d'enseignement afin d'être résolue au plus vite.

Il est rappelé qu'en vertu de l'art 124-14 du Code de l'Education, il est interdit de confier à l'étudiant des tâches dangereuses pour sa santé et sa sécurité. L'organisme d'accueil s'engage à mettre en œuvre toutes les conditions pour que l'étudiant réalise son stage en toute sécurité tant sur le lieu de stage que sur tout autre lieu de réalisation, y compris à l'étranger.

Tout stage qui ne se déroule pas dans des conditions normales de sécurité, de moralité, d'hygiène, de respect de la personne humaine doit être interrompu sur le champ sans que l'étudiant ne puisse en être sanctionné par l'établissement.

L'enseignant référent apporte un appui scientifique et pédagogique au stagiaire, aux différents stades du déroulement du stage et de l'élaboration du rapport/mémoire le cas échéant. Il valide le sujet de stage (ou participe à sa validation) en fonction des attentes pédagogiques de l'année de formation en portant attention aux conditions de travail du stagiaire. Il apporte un appui à la préparation du stage (formulation de la problématique, définition des objectifs, mise au point de la méthodologie, bibliographie, planning pour l'organisation du travail) et à sa réalisation sur le terrain (visite ou échanges de correspondances), jusqu'à l'analyse des données (aide méthodologique).

Pendant la durée du stage, l'enseignant référent échange à plusieurs reprises avec l'étudiant selon des modalités d'accompagnement définies avec lui (entretiens téléphoniques, échange d'emails, etc.). Il reste la personne ressource en cas de difficultés liées à la mission confiée pendant le stage et peut proposer à l'organisme d'accueil, le cas échéant, une redéfinition d'une ou des missions. Pour les stages inscrits dans un cursus d'enseignement, l'enseignant référent accompagne l'étudiant dans la rédaction du rapport/mémoire (validation d'un plan). Il participe ou assure l'évaluation du stage.

Le suivi administratif du stage est assuré par les équipes dédiées au sein de la Direction des Services d'Appui de l'établissement d'enseignement.

Toute difficulté survenue dans la réalisation et le déroulement du stage, qu'elle soit constatée par le stagiaire ou par le tuteur de stage, doit être portée à la connaissance de l'enseignant référent et de l'établissement d'enseignement afin d'être résolue au plus vite.

## ARTICLE 5 : Gratification – Avantages

Lorsque l'organisme d'accueil relève du droit français et que la durée du stage est supérieure à deux mois, consécutifs ou non, celui-ci fait obligatoirement l'objet d'une gratification, sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises et pour les stages relevant de l'article L4381-1 du code de la santé publique.

Le montant horaire de la gratification est fixé à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale défini en application de l'article L.241-3 du code de la sécurité sociale. Une convention de branche ou un accord professionnel peut définir un montant supérieur à ce taux. La gratification d'un montant maximum de 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale n'est pas soumise à cotisation sociale. Au-delà, les cotisations sociales sont calculées sur le différentiel entre le montant de la gratification et 15 % du plafond horaire de la Sécurité Sociale. La gratification due par un organisme de droit public ne peut être cumulée avec une rémunération versée par ce même organisme au cours de la période concernée.

La gratification est due au stagiaire sans préjudice du remboursement des frais engagés pour effectuer le stage et des avantages offerts, le cas échéant, pour la restauration, l'hébergement et le transport.

L'organisme d'accueil peut décider de verser une gratification pour les stages dont la durée est inférieure ou égale à deux mois.

En cas de suspension ou de résiliation de la présente convention, le montant de la gratification due au stagiaire est proratisé en fonction de la durée du stage effectué.

La durée donnant droit à gratification s'apprécie compte tenu du nombre de jours de présence effective du stagiaire.

### ARTICLE 5 bis – Accès aux droits des salariés – avantages (Organisme de droit privé en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :

Le stagiaire bénéficie des protections et droits mentionnés aux articles L.1121-1, L.1152-1 et L.1153-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés.

Le stagiaire a accès au restaurant d'entreprise ou aux titres-restaurants prévus à l'article L.3262-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil. Il bénéficie également de la prise en charge des frais de transport prévue à l'article L.3261-2 du même code.

Le stagiaire accède aux activités sociales et culturelles mentionnées à l'article L.2312-78 du code du travail dans les mêmes conditions que les salariés.

### ARTICLE 5ter – Accès aux droits des agents - Avantages (Organisme de droit public en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :

Les trajets effectués par le stagiaire d'un organisme de droit public entre leur domicile et leur lieu de stage sont pris en charge dans les conditions fixées par le décret n°2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

Est considéré comme sa résidence administrative le lieu du stage indiqué dans la présente convention.

## ARTICLE 6 : Protection sociale

Pendant la durée du stage, le stagiaire bénéficie d'une protection maladie et accident dès lors qu'il est affilié à un régime de sécurité sociale et que le droit français s'applique.

### 6.1 Gratification d'un montant maximum de 15% du plafond horaire de la sécurité sociale :

En cas d'accident survenant au stagiaire soit au cours d'activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur les lieux rendus utiles pour les besoins du stage, l'organisme d'accueil s'engage à prévenir l'établissement dans les 24h, ceci afin que l'établissement d'enseignement puisse adresser la déclaration d'accident à la

### 6.2 Gratification supérieure à 15% du plafond horaire de la sécurité sociale :

En cas d'accident survenant au stagiaire soit au cours des activités dans l'organisme d'accueil, soit au cours du trajet, soit sur des lieux rendus utiles pour les besoins de son stage, l'organisme d'accueil effectue toutes les démarches nécessaires auprès de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie dont il relève et informe l'établissement dans les meilleurs délais.

### 6.3. Déplacements à l'étranger : Protection maladie de l'étudiant stagiaire à l'étranger

- Pour les stages au sein de l'Espace Economique Européen (EEE) effectués par des ressortissants d'un Etat de l'Union Européenne, ou de la Norvège, de l'Islande, du Liechtenstein ou de la Suisse, ou encore de tout autre Etat (dans ce dernier cas, cette disposition n'est pas applicable pour un stage au Danemark, Norvège, Islande, Liechtenstein ou Suisse), l'étudiant doit demander la Carte Européenne d'Assurance Maladie (CEAM).

- pour les stages effectués au Québec par les étudiants de nationalité française, l'étudiant doit demander le formulaire SE401Q (104 pour les stages en entreprises, 106 pour les stages en université) ;

- dans tous les autres cas le stagiaire qui engage des frais de santé doit vérifier ses conditions de prise en charge. Des écarts importants peuvent exister entre les frais engagés et les tarifs français base du remboursement. Il est donc fortement conseillé aux étudiants de souscrire une assurance Maladie complémentaire spécifique, valable pour le pays et la durée de ce déplacement à l'étranger, auprès de l'organisme d'assurance de son choix.

## ARTICLE 7 : Responsabilité et assurances

L'organisme d'accueil et le stagiaire déclarent être garantis au titre de la responsabilité civile.

Pour les stages à l'étranger ou en cas de risque identifié par l'établissement, le stagiaire s'engage à souscrire un contrat d'assistance (rapatriement sanitaire, assistance juridique...) et un contrat d'assurance individuel accident.

Lorsque l'organisme d'accueil met un véhicule à la disposition du stagiaire, il lui incombe de vérifier préalablement que la police d'assurance du véhicule couvre son utilisation par un étudiant.

Lorsque, dans le cadre de son stage, l'étudiant stagiaire utilise son propre véhicule ou un véhicule prêté par un tiers, il déclare expressément à l'assureur dudit véhicule cette utilisation qu'il est amené à faire et le cas échéant s'acquitte de la prime afférente.

## ARTICLE 8 : Discipline

Le stagiaire est soumis à la discipline et aux clauses du règlement intérieur qui lui sont applicables et qui sont portées à sa connaissance avant le début du stage, notamment en ce qui concerne les horaires et les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans l'organisme d'accueil.

Toute sanction disciplinaire ne peut être décidée que par l'établissement d'enseignement. Dans ce cas, l'organisme d'accueil informe l'enseignant référent et l'établissement des manquements et fournit éventuellement les éléments constitutifs.

En cas de manquement particulièrement grave à la discipline, l'organisme d'accueil se réserve le droit de mettre fin au stage tout en respectant les dispositions fixées à l'article 9 de la présente convention.

## ARTICLE 9 : Congés, Interruption du stage

Lorsque le stage a lieu en France (sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises ou dans les organismes de droit public), en cas de grossesse, de paternité ou d'adoption, le stagiaire bénéficie de congés et d'autorisations d'absence d'une durée équivalente à celle prévues pour les salariés

aux articles L.1225-16 à L.1225-28, L.1225-35, L.1225-37, L.1225-46 du code du travail.

Pour les stages dont la durée est supérieure à 2 mois et dans la limite maximale des 6 mois, des congés et autorisations d'absences sont possibles.

Toute interruption temporaire ou définitive du stage est signalée aux signataires de la convention. Une modalité de validation est mise en place le cas échéant par l'établissement. En cas d'accord des parties à la convention, un report de la fin du stage est possible afin de permettre la réalisation de la durée totale du stage prévue initialement. Ce report fera l'objet d'un avenant à la convention de stage.

Un avenant à la convention pourra être établi en cas de prolongation du stage sur demande conjointe de l'organisme d'accueil et du stagiaire, dans le respect de la durée maximale du stage fixée par la loi (6 mois).

En cas de volonté d'une des trois parties (organisme d'accueil, établissement, étudiant) d'interrompre définitivement le stage, celle-ci devra immédiatement en informer les deux autres parties par écrit. Les raisons invoquées seront examinées en étroite concertation. La décision définitive d'interruption du stage ne sera prise qu'à l'issue de cette phase de concertation.

#### **ARTICLE 10 : Devoir de réserve et confidentialité**

Le devoir de réserve est de rigueur absolue et apprécié par l'organisme d'accueil compte-tenu de ses spécificités.

Le stagiaire prend l'engagement de n'utiliser en aucun cas les informations recueillies ou obtenues par eux pour en faire l'objet de publication, communication à des tiers sans accord préalable de l'organisme d'accueil, y compris le rapport de stage le cas échéant. Cet engagement vaudra non seulement pour la durée du stage mais également après son expiration. L'étudiant s'engage à ne conserver, emporter, ou prendre copie d'aucun document ou logiciel, de quelque nature que ce soit, appartenant à l'organisme d'accueil, sauf accord de ce dernier.

Dans le cas où l'étudiant doit rédiger un rapport de stage et dans le cadre de la confidentialité des informations contenues dans celui-ci, l'organisme d'accueil peut demander une restriction de la diffusion du rapport, voire le retrait de certains éléments très confidentiels. Les personnes amenées à en connaître sont contraintes par le secret professionnel à n'utiliser ni ne divulguer les informations du rapport.

#### **ARTICLE 11 : Propriété intellectuelle**

Conformément au code français de la propriété intellectuelle, dans le cas où les activités du stagiaire donnent lieu à la création d'une œuvre protégée par le droit d'auteur ou la propriété industrielle (y compris un logiciel), un contrat doit être signé entre le stagiaire (auteur) et l'organisme d'accueil. Le contrat devra notamment préciser une mission inventive, l'étendue des droits cédés, l'éventuelle exclusivité, la destination, les supports utilisés et la durée de la cession, ainsi que, le cas échéant, le montant de la contrepartie financière due au stagiaire au titre de la cession. Ces dispositions s'appliquent sauf en cas de règles particulières relatives aux stages réalisés au sein d'une personne morale de droit public ou de droit privé réalisant de la recherche qui sont soumis à l'article L611-7-1 du code de la propriété intellectuelle.

#### **ARTICLE 12 : Engagement contre les violences sexistes, sexuelles et contre toutes formes de discrimination**

Au même titre qu'un salarié, le stagiaire bénéficie, lors de son stage, d'une protection contre le harcèlement moral et contre le harcèlement sexuel au titre de l'article L. 124-12 du code de l'éducation. Le tuteur de stage et l'organisme d'accueil garantissent au stagiaire des conditions de réalisation de stage conformes à la réglementation du travail, et veillent à prévenir toute mesure se

révélant discriminatoire, de harcèlement, ou violence sexuelle ou sexiste qui pourrait être exercée à l'encontre du stagiaire. L'Institut Agro Montpellier

conditions de travail des étudiants stagiaires et notamment à l'existence éventuelle d'agissements sexistes, de harcèlement sexuel, de violences sexuelles et de tout fait discriminatoire qu'il s'agisse de racisme, ou de personnes stigmatisées en raison de leur genre, de leur sexualité, de leur origine ou de leur position sociale, de leur handicap ou de leurs croyances. Les étudiants en stage confrontés à de tels faits pourront bénéficier de l'accompagnement de l'établissement. Une écoute et des mesures adaptées à la situation pourront alors, le cas échéant, être mises en place. Si nécessaire, l'Institut Agro Montpellier mettra un terme à la convention de stage sans préjudice pour l'étudiant.

Les agissements relevant du harcèlement sexuel constituent une faute grave justifiant la rupture de la convention de stage de leur auteur. Une personne qui commet des actes de harcèlement sexuel peut également voir sa responsabilité pénale engagée (article 222-33 du code pénal). Le code pénal assimile au harcèlement sexuel "le fait, même non répété, d'user de toute forme de pression grave dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers."

#### **ARTICLE 13 : Fin du stage – Restitution – Evaluation**

1) Attestation de stage : A l'issue du stage, l'organisme d'accueil délivre une attestation (dont le modèle figure en annexe de cette convention), mentionnant au minimum la durée effective du stage et, le cas échéant, le montant de la gratification perçue.

2) Qualité du stage : A l'issue du stage, les parties à la présente convention sont invitées à formuler une appréciation sur la qualité du stage.

Le stagiaire transmet au service compétent de l'établissement d'enseignement un document dans lequel il évalue la qualité de l'accueil dont il a bénéficié au sein de l'organisme d'accueil. Ce document n'est pas pris en compte dans son évaluation ou dans l'obtention du diplôme ou de la certification.

#### 3) Evaluation

a) Evaluation des stages inscrits dans un cursus d'enseignement :

- Evaluation de l'activité du stagiaire : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil renseigne une fiche d'évaluation de l'activité du stagiaire qu'il retourne à l'enseignant référent
- Modalités d'évaluation pédagogiques : le stagiaire devra préciser la nature du travail à fournir –rapport, etc.- éventuellement en joignant une annexe

Le tuteur de l'organisme d'accueil ou tout membre de l'organisme d'accueil appelé à se rendre dans l'établissement d'enseignement dans le cadre de la préparation, du déroulement et de la validation du stage ne peut prétendre à une quelconque prise en charge ou indemnisation de la part de l'établissement d'enseignement.

b) Evaluation de la césure sous forme de stage : à l'issue de la période de césure sous forme de stage et dans le cas où cette période ne comporte pas d'autres formes de césure, un bilan doit être établi à la fin du stage. Ce bilan peut servir de support à l'attribution de 10 extra-crédits ECTS.

#### **ARTICLE 14 : Droit applicable – Tribunaux compétents**

La présente convention est régie exclusivement par le droit français. Tout litige non résolu par voie amiable sera soumis à la compétence de la juridiction française compétente.

Conformément à la réglementation relative à la protection des données personnelles, le stagiaire devra être informé du traitement réservé aux données personnelles qu'il aura été amené à fournir à l'établissement de formation et à l'organisme d'accueil.

# CONDITIONS PARTICULIERES DE LA CONVENTION

A - Envoyé en préfecture le 25/03/2025  
Reçu en préfecture le 25/03/2025  
Publié le  
ID : 040-254002264-20250325-D11-2025-AI CRABIT



## PARTIES SIGNATAIRES

**Organisme d'accueil : Institution Adour** - 38, rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN Cedex - Tél. : +33 (0)5 58 46 18 70 représenté par **M. Paul CARRÈRE - Président** - Courriel : contact-rh@institution-adour.fr  
**Numéro SIRET** : 254 002 264 00060

**Etablissement d'enseignement : L'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (L'Institut Agro),** établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 42, rue Scheffer - 75016 - PARIS ici représenté par **Mme Carole SINFORT, directrice, au titre de son école "L'Institut Agro Montpellier"** - 2, place Pierre Viala - 34060 - MONTPELLIER Cedex 2

**Etudiante stagiaire : Sophie GENSE DE BEAUFORT** régulièrement inscrite dans l'établissement en option de 3<sup>ème</sup> année "Biodiversité, Eau, Sol, climaT, Evaluation environnementale"  
Date de naissance : 05/04/2001  
Nationalité : Française

## THEME DU STAGE

**Thème du stage validé par l'établissement** : État des lieux du bassin versant des Luys et animation territoriale.

**Missions et activités confiées** : Mise à jour de l'état des lieux du PGE et sa complétion vers un état des lieux/diagnostic plus transversal de la ressource en eau et des milieux aquatiques du bassin - Mise en place d'une animation à l'échelle du bassin versant dans le but de construire, partager et consolider l'état des lieux et de recueillir les attentes des acteurs vis-à-vis de la gestion de l'eau et des milieux - Envisager l'opportunité de la mise en place d'un SAGE.

## ENCADREMENT DU STAGE

**Tuteur de stage (maître de stage)** : Mme Marie BAREILLE - Responsable du service "Gestion Intégrée" - Tél. portable : +33 (0)6 03 50 15 88 - Courriel : marie.bareille@institution-adour.fr.

**Enseignant référent (tuteur pédagogique)** : M. Armand CRABIT  
**Enseignant-chercheur** - Tél. : +33 (0)4 99 61 23 41 - Courriel : armand.crabit@supagro.fr.

## MODALITES DU STAGE, DUREE

**Dates de stage** : du 07/04/2025 au 30/09/2025 correspondant à 120 jours de présence effective.

La durée hebdomadaire de présence de l'étudiant stagiaire dans le lieu indiqué dans la présente convention sera de **36.15 heures** (stage à temps complet).

Si l'étudiant stagiaire doit être présent dans l'organisme d'accueil la nuit, le dimanche ou un jour férié, l'organisme d'accueil doit indiquer ci-après les cas particuliers :

Particularités concernant les horaires (stage à temps partiel, période discontinue) :

Nombre de jours de congés autorisés / ou modalités des congés et autorisations d'absence : **Mêmes conditions que pour les Agents de l'Institution de l'Adour.**

## LIEU DU STAGE

**Lieu du stage** (si différent de l'organisme d'accueil) :

**Déplacements et autres lieux prévus au cours du stage** : Déplacements à prévoir sur le bassin versant des Luys ; dates non déterminées à l'avance. Déplacements ponctuels possibles à l'antenne de Bayonne de l'Institution Adour ; dates non déterminées à l'avance.

**Déménagement du siège de l'Institution Adour à compter du 5 mai 2025 à cette adresse** : Institution Adour - 970, allée Jean d'Arcet - 40280 - HAUT-MAUCO.

**Le télétravail ne sera pas autorisé au cours du stage.**

## GRATIFICATION ET AVANTAGES

La gratification est fixée à **4,35 €/heure** sur la base de 35 heures hebdomadaires. Le montant mensuel de la gratification sera calculé selon le temps de présence effective de l'étudiante stagiaire.

Commentaires :

Listes des avantages offerts (hébergement, restauration, autres) :

Remboursements de frais :

Fait à Montpellier, le 18 mars 2025

L'étudiante stagiaire : Mme Sophie GENSE DE BEAUFORT

Le responsable de l'organisme d'accueil  
(ou son représentant)  
**M. Paul CARRÈRE**

Pour la directrice de L'Institut Agro Montpellier - Par délégation,  
Mme Florence VANDEKERKHOVE, Responsable administrative et académique du cursus "Ingénieur en agronomie"



Le tuteur de l'organisme d'accueil (maître de stage), si différent du responsable de l'organisme d'accueil ou son représentant  
**Mme Marie BAREILLE**

L'enseignant référent de L'Institut Agro Montpellier (tuteur pédagogique) ou son représentant  
**M. Armand CRABIT**  
P/O Mme Sophie DOUHAIRIE, Assistante de formations

## Référentiel des stages inscrits dans un cursus d'enseignement Institut Agro Montpellier - 2024-25

Diplômé visé	Niveau	Type de stage	Nombre d'heures de formation (hors stage et/ou projet)	Compétences à acquérir ou à développer	Nature de l'évaluation	Crédits ECTS
Ingénieur en agronomie	1A	Stage en entreprise agricole	700 à 800 heures	S'intégrer et s'adapter dans une équipe et dans un environnement professionnel ; Comprendre le fonctionnement d'une entreprise agricole sur les plans économiques, sociaux et techniques ; Identifier un projet d'évolution ou une problématique de l'exploitation. Mener une réflexion sur ce projet / cette problématique, en tenant compte du contexte ; Rédiger un rapport de stage.	Fiche de présentation de l'exploitation dans son environnement. Rapport de stage. Avis du tuteur (maître de stage).	4
	2A	Stage d'assistant ingénieur	500 à 600 heures	Mobiliser les savoirs et savoir-faire acquis durant les deux premières années du cursus ; S'initier à un projet et organiser son travail, structurer sa démarche ; S'intégrer dans un projet, dans une équipe, s'approprier une mission ; Répondre à une demande, à des objectifs, produire des résultats ; Prendre des initiatives, développer ses qualités d'observation et son esprit critique ; Développer sa capacité d'adaptation ; Restituer à l'écrit l'expérience de stage.	Rapport de stage Avis du tuteur (maître de stage).	7
	3A	Stage ingénieur	400 à 500 heures	Gérer un projet ; Mettre en œuvre une démarche scientifique pour remplir un/des objectif/s d'ingénierie et/ou de recherche ; Maîtriser et mobiliser les concepts et méthodes acquises ; Produire des méthodes, des résultats, des conclusions et des recommandations de qualité ; Faire preuve de recul pour analyser et critiquer les choix et résultats.	Mémoire de fin d'études Soutenance devant un jury	30
Ingénieur en agronomie et agroalimentaire (SAADS)	1A	Stage entreprise agricole et/ou agroalimentaire	700 à 800 heures	Mobiliser les connaissances acquises lors de la première année du cursus d'ingénieur. Développer des qualités d'observation, d'écoute, de questionnement, d'analyse et d'adaptation. Développer sa connaissance de la réalité agricole et agroalimentaire de son pays /d'un autre pays. Pratiquer éventuellement une langue étrangère.	Rapport de stage	4
	2A	Stage assistant ingénieur	700 à 800 heures	S'intégrer dans une association, un programme de recherche, un projet de développement ou une entreprise en participant à des activités conduites par un ingénieur ; Analyser un métier de l'ingénieur ; Développer sa connaissance du mode d'organisation et de fonctionnement d'un organisme dans un cadre juridique et culturel différent ; Démontrer et développer sa capacité d'adaptation ; S'initier à la rédaction de rapports scientifiques ; Mettre en pratique des outils de l'ingénieur : réaliser une étude, s'initier à la démarche de recherche.	Exposé oral ou rapport de stage Avis du tuteur (maître de stage).	4 ou 5 selon les options
	3A	Stage ingénieur	500 à 600 heures	Répondre à une demande professionnelle par la mise en œuvre d'une démarche scientifique impliquant la collecte de données primaires dans un pays du Sud ou sur une problématique ayant un lien fort avec les pays du Sud ; S'insérer dans une organisation et une équipe professionnelle ; Mettre en pratique des acquis théoriques et techniques ; Produire un document de synthèse de qualité professionnelle et scientifique.	Mémoire de fin d'étude Soutenance devant jury.	30



Licence professionnelle	L3	Stage de fin d'études	600 à 700 heures	Mettre en pratiques les acquis de la formation, faire preuve d'autonomie et appréhender le milieu professionnel ; S'intégrer dans un environnement professionnel au sein d'une équipe pluridisciplinaire ; Définir une problématique en lien avec les thématiques de la formation ; Gérer un projet de manière autonome et opérationnelle ; Synthétiser une expérience acquise par la rédaction de rapports ; Communiquer : maîtrise de l'expression écrite et orale.	<div> <div>Envoyé en préfecture le 25/03/2025 - Verifié le 25/03/2025</div> <div>Reçu en préfecture le 25/03/2025</div> <div>Publié le</div> <div>ID : 040-254002264-20250325-D11_2025-AI</div> </div>	
Master 3A (Agriculture et agroalimentaire)	M1	Stage d'initiation à l'expérimentation ou à la conduite de recherche (selon parcours)	600 à 700 heures	Organiser son travail pour répondre aux travaux scientifiques confiés ; Mettre en œuvre les éléments fondamentaux d'une démarche et d'un raisonnement scientifique de façon structurée ; Développer sa capacité à s'adapter et à travailler en équipe ; Restituer, à l'écrit, les résultats scientifiques obtenus.	Rapport de stage Avis du tuteur (maître de stage)	7
	M2	Mission / stage de fin d'études	500 à 600 heures	Mener des recherches bibliographiques et savoir les intégrer dans une démarche scientifique ; Construire une problématique et une question scientifique à partir de l'analyse des problèmes posés ; Proposer et mettre en œuvre une stratégie de recherche pour répondre à la question scientifique ; Savoir interpréter les résultats obtenus et les discuter au regard de la bibliographie scientifique ; Travailler en équipe et communiquer efficacement en utilisant une large gamme de supports ; Ajuster ses choix et décisions prises en fonction des résultats obtenus ; Rédiger des résultats scientifiques et techniques, des conclusions et des recommandations de façon structurée ; Evaluer sa propre pratique de façon critique.	Mémoire de fin d'études Soutenance du mémoire	30
Mastère spécialisé IPAD (Innovations et politiques pour une alimentation durable)	MS	Mission professionnelle	500 à 600 heures	Participer à la construction, au développement ou à l'évaluation d'un projet professionnel visant au renforcement de la durabilité d'un système de production, d'un processus de développement local ou national dans un pays du Nord ou du Sud.	Mémoire. Soutenance devant jury.	30
Autres formations	En cours de rédaction					



# ATTESTATION DE STAGE

à remettre au stagiaire à l'issue du stage

## ORGANISME D'ACCUEIL

Nom ou Dénomination sociale :

Adresse :



certifie que

## LE STAGIAIRE

Nom : ..... Prénom : ..... Sexe : F ☐ M ☐ Né(e) le : ..... / ..... / .....

Adresse :



mél : .....

ETUDIANT EN (intitulé de la formation ou du cursus de l'enseignement supérieur suivi par le ou la stagiaire) : .....

AU SEIN DE (nom de l'établissement d'enseignement supérieur ou de l'organisme de formation) : .....

a effectué un stage prévu dans le cadre de ses études

## DUREE DU STAGE

Dates de début et de fin du stage : du ..... / ..... / ..... au ..... / ..... / .....

Représentant une **durée totale** de ..... Mois / Semaines (rayer la mention inutile)

La durée totale du stage est appréciée en tenant compte de la présence effective du stagiaire dans l'organisme, sous réserve des droits à congés et autorisations d'absence prévus à l'article L.124-13 du code de l'éducation (art. L.124-18 du code de l'éducation). Chaque période au moins égale à 7 heures de présence consécutives ou non est considérée comme équivalente à un jour de stage et chaque période au moins égale à 22 jours de présence consécutifs ou non est considérée comme équivalente à un mois.

## MONTANT DE LA GRATIFICATION VERSEE AU STAGIAIRE

Le stagiaire a perçu une gratification de stage pour un **montant total** de ..... €

**L'attestation de stage** est indispensable pour pouvoir, sous réserve du versement d'une cotisation, faire prendre en compte le stage dans les droits à retraite. La législation sur les retraites (loi n°2014-40 du 20 janvier 2014) ouvre aux étudiants **dont le stage a été gratifié** la possibilité de faire valider celui-ci dans la **limite de deux trimestres**, sous réserve du **versement d'une cotisation**. La **demande est à faire par l'étudiant dans les deux années** suivant la fin du stage et sur **présentation obligatoire de l'attestation de stage** mentionnant la durée totale du stage et le montant total de la gratification perçue. Les informations précises sur la cotisation à verser et sur la procédure à suivre sont à demander auprès de la sécurité sociale (code de la sécurité sociale art. L.351-17 – code de l'éducation art. D.124-9).

FAIT A ..... LE .....

Nom, fonction et signature du représentant de l'organisme d'accueil